



CENTRO DE DOCUMENTACION
DONACION

COMUNICADOS

DU CHILI EN LUTTE

Périodique mensuel

Rédaction: Boîte postale 88

4000 Liège 1 – Belgique

No 5 Mai 1976

FB 30

**EL PUEBLO CHILENO
APLASTARA
AL FASCISMO**



LE PEUPLE CHILIEN ECRASERA LE FASCISME
(Affiche publiée au Cuba)

Chiles Volk die Freiheit!

Öffnet die Kerker der Junta!



Carlos LORCA
Generalsekretär der Sozialistischen Jugend Chiles verhaftet Juni 1975

Luis CORVALAN
Generalsekretär der Kommunistischen Partei Chiles verhaftet September 1973

Exequiel PONCE
Leiter der Sozialistischen Partei in Chile verhaftet Juni 1975

Helft den politischen Gefangenen in Chile! Spendet auf das Solidaritätskonto:
Prof. Erich Wulff
— Sonderkonto —
Postfachamt Frankfurt/Main
527 055-502
Kennwort: Chile-Solidarität

Herausgeber: Antimperialistisches Solidaritätskomitee, 6 Frankfurt/Main, Eichwaldstr. 32; verantw.: Peter Dietzel Gestaltung: Wolfgang Freitag (AR); Druck: halstein-grafik

Carlos LORCA, dirigant du P.S., et Exequiel PONCE, leader du P.S. chilien et de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) dans la clandestinité, disparus après leur arrestation par la Gestapo de Pinochet, en juin 1975; Luis CORVALAN, secrétaire général du P.C. chilien, vient d'accomplir le 23 juin dernier 1000 jours dans les prisons fascistes. Leurs vies sont en danger: La solidarité internationale peut obtenir leur liberté. Affiche publiée à Frankfurt/Main, RFA.



FORMULAIRE D'ABONNEMENT A RENVoyer A LA REDACTION DES "COMMUNIQUEES DU CHILI EN LUTTE", B.P. 88, 4000 LIEGE 1

Je soussigné(e)
rue No Boîte à
désire abonnements(s) ordinaire(s) ou de soutien (1)
et verse la somme de au C.C.P. indiqué.
Date Signature

(1) Biffer la mention inutile.



FORMULAIRE DE VERSEMENT D'UNE AIDE FINANCIERE DIRECTE A L'ENSEMBLE DE LA RESISTANCE EN LUTTE A L'INTERIEUR DU CHILI. A RENVoyer A LA REDACTION DES "COMMUNIQUEES DU CHILI EN LUTTE", B.P. 88. 4000 LIEGE 1, BELGIQUE.

Je soussigné(e)
rue No Boîte à
verse la somme de comme aide
financière directe à la Résistance Chilienne de l'intérieur, au C.C.P. indi-
qué.
Date..... Signature

Cher(s) Ami(e)s,

Le Comité chilien de rédaction du bulletin mensuel "Communiqués du Chili en Lutte" a pu assurer à Liège la publication à 21.000 exemplaires des cinq premiers numéros de ce périodique grâce au soutien matériel et technique des Régionales des deux grandes organisations syndicales, la FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique) et la CSC (Confédération des Syndicats Chrétiens).

Lors du lancement de ces "Communiqués du Chili en Lutte", le comité chilien de rédaction avait demandé aux lecteurs de verser des contributions de solidarité au compte bancaire ouvert au Grand-Duché de Luxembourg en faveur de l'ensemble de la Résistance chilienne de l'intérieur. Que les amis - nombreux - qui ont ainsi aidé directement les résistants qui luttent dans la clandestinité contre la junte fasciste soient, ici, vivement remerciés.

A présent, le temps est venu de réaliser un double objectif:

1) permettre, avec notamment la collaboration de nos amis du Rassemblement Liégeois pour la Paix (R.L.P. qui regroupe à Liège, la FGTB, la CSC, les partis socialiste et communiste, la démocratie chrétienne, l'Union Belge pour la Défense de la Paix, le Mouvement Chrétien pour la Paix, les Equipes Populaires, le Front de l'Indépendance, etc...) l'autofinancement de notre Bulletin par le recueil d'un nombre suffisant d'abonnements individuels. A cette fin, nous vous demandons de verser 250 francs belges (abonnements annuels ordinaires) ou 500 francs ou plus (abonnements de soutien) au CCP 000-0810653-24 du Comité de Coordination Solidarité Chili à 4000 Liège, Belgique (en indiquant la mention: "Abonnement aux Communiqués du Chili en Lutte")

2) poursuivre l'action d'aide financière directe à l'ensemble de la Résistance en lutte à l'intérieur du Chilien continuant les versements au:

- Belgique: Versement Compte Chèque Postal
Bruxelles 000-0915990-19
au nom de la Banque UCL S.A. LUXEMBOURG, faveur c.c. 29210/N1067 M.L.
- France: Versement au profit acompte
Banque UCL S.A. LUXEMBOURG, faveur 29210/N1067 M.L.
Chez Banque Nationale de Paris, Paris No. 002349-95
- Etats-Unis: to be paid to
The Chase Manhattan Bank W.A.
1, Manhattan Plaza
New York, N.Y. 10015
FOR ACCOUNT No 001-1-571544, Banque UCL S.A. LUXEMBOURG, Luxembourg.
Fav. Act. 29210 N1067 M.L.
- Canada: to be paid to:
TORONTO-DOMINION BANK
500 St James Street, MONTREAL - QUEBEC 126
0074613976 Account No.
Banque UCL S.A. LUXEMBOURG, Fav. 29210-N1067 M.L.
- Luxembourg: Versement Compte Chèque Postal
29210/N1067 M.L.
Banque UCL S.A. LUXEMBOURG.
17, Boulevard Royal à Luxembourg (Grand-Duché)

(A tous les virements indiquer la mention: "Réponse à l'appel des Communiqués du Chili en Lutte")

Valeur des abonnements à l'étranger:

- Europe: Equivalent à 10 dollars
Amérique: Equivalent à 12 dollars
Afrique: Equivalent à 10 dollars
Asie: Equivalent à 12 dollars.

Nous vous saurions gré de bien vouloir également remplir le premier et (ou) le second formulaire(s) ci-joint(s) et de le(s) renvoyer à la rédaction des "Communiqués du Chili en Lutte", Boîte Postale 88 à 4000 - Liège 1 - Belgique.

Nous vous prions d'agréer, Cher(s) Ami(e)s, avec nos vifs remerciements anticipés, l'assurance de nos sentiments les plus fraternels.

Le Collectif de rédaction des
"Communiqués du Chili en Lutte"

NOTRE EDITEUR RESPONSABLE, LE PROFESSEUR
LEON E. HALKIN, A RECU LE "PRIX MONTAIGNE"

Depuis 1968, la Fondation F.V.S. de Hambourg, décerne chaque année à une personnalité de langue romane le PRIX MONTAIGNE, dédié à la cause de l'humanisme et de l'esprit européen.

Parmi les titulaires de ce prix extrêmement important figurent MM. Raymond Aron du Collège de France (1968), René Maheu, ancien directeur de l'UNESCO (1973) et Talo Siciliano, recteur honoraire de l'Université de Venise (1975).

Pour 1976, le jury, formé de personnalités représentant le monde universitaire de l'Europe occidentale, vient de porter son choix sur le professeur Léon-Ernest Halkin de l'Université de Liège.

Le professeur Halkin est connu pour les travaux savants qu'il a consacrés à l'histoire religieuse du pays de Liège, à l'oeuvre d'Erasmus et à l'illustration de la tolérance, mais aussi pour le livre profondément humain que lui a inspiré le séjour qu'il fit dans les camps nazis en 1944-1945.

Cette consécration fait un grand honneur à l'Université de Liège et à la Belgique.

La rédaction de "Communiqués du Chili en Lutte" se réjouit de cette décision et est heureuse d'adresser à son tour des félicitations - chiliennes, cette fois - au Professeur L. E. Halkin.

Le professeur Halkin a souffert ceci, tel que le peuple chilien aujourd'hui.



Dessin publié par le "Centro de Estudios y Publicaciones", Lima, Pérou.

SOMMAIRE

A. NOUVELLES DE LA RESISTANCE	3	7. Militaires	11
B. INFORMATIONS DE L'INTERIEUR	4	8. Sociales	12
1. Répression	4	C. INFORMATIONS INTERNATIONALES	13
2. Politiques	5	1. Organismes internationaux	13
3. Economiques	7	2. Relations internationales	15
4. Syndicales	8	3. Solidarité	16
5. Culturelles	9	D. INFORMATIONS BELGO-CHILIENNES	17
6. Eglises	11	F. COURRIER DES LECTEURS	18

A. RESISTANCE

LA RESISTANCE: FORMES DE LUTTE: UNE SEULE: L'UNITE

A la suite de la répression féroce qui s'est abattue à partir du 11 septembre 1973, sur le peuple chilien et ses organisations, la première urgence était de survivre. Il est clair, dès le départ, que toute résistance de masse frontale serait éliminée rapidement.

Le repli stratégique s'imposait donc. Parallèlement, une nouvelle exigence est apparue comme prioritaire: restructurer les partis de gauche et les organisations des travailleurs et unifier leur riposte.

Cette première étape à peine franchie, il s'agit d'organiser la résistance sur une ligne politique juste et une pratique politique appropriée aux rapports de forces ponctuels, nationaux et internationaux, et sur le niveau de conscience des masses, là au moment donné.

Il ne s'agit en aucun cas de définir ici ce que "devrait être la résistance juste". Mais nous réaffirmons que seuls les militants et la direction de la résistance interne peuvent décider des formes de lutte adaptées à la situation locale, nationale et internationale. Comme l'a dit C. Altamirano, président du P.S.Ch., à La Havane: "L'organisation de la lutte à l'extérieur devra se subordonner au commandement unique exercé par la direction de la résistance interne".

A fortiori pour les militants engagés de l'extérieur dans la soli-

darité.

Plusieurs éléments déterminent les orientations à prendre:

- l'unité de la classe ouvrière (donc unité de la résistance organisée à l'intérieur et à l'extérieur): "tous ceux qui tendent à diviser la gauche font le jeu de la contre-révolution", affirme C. Altamirano;
- le mécontentement croissant des couches moyennes, lesquelles ont regardé traditionnellement vers le centre-droit (expérience Frei) et qui à présent se trouvent appauvries du fait de la politique du grand capital;
- les tensions de tout genre à l'intérieur des forces armées.

Certains voudraient opposer "lutte de masses" et "lutte armée". Au contraire, la relation entre les deux doit être à chaque instant étudiée. Mais il est clair que dans la période actuelle, c'est la ligne de masses, réorganisant à la base la pratique unifiante de lutttes, par les lutttes revendicatives, les grèves ponctuelles, les débrayages perlés, la circulation clandestine d'informations... qui saura renouer les rapports étroits entre classes et avant-gardes, réinsérer les partis de gauche dans les masses. A ce titre les récents mouvements de grève, les reconstructions clandestines de noyaux de la C.U.T. (Centrale Unique des Travailleurs du Chili), les coordinations locales et régionales des noyaux de résistance sont-ils des éléments très positifs de cette lutte de masses.

Il est tout aussi clair que de larges secteurs de la bourgeoisie s'intégreront dans un front antifasciste qui, comme le dit Miguel Enriquez du M.I.R., irait des partis ouvriers aux éléments progressistes de la démocratie chrétienne.

La classe ouvrière est plus que jamais maîtresse de l'issue du combat, son rôle hégémonique est clairement exprimé et elle constitue le noyau solide, dirigeant, UNIFIE dans la lutte, polarisant autour de lui toutes les forces antifascistes les entraînant vers la victoire contre la dictature. (Spécial Chili, publication du M.J.S. et des E.S., Paris, France).



José Venturelli

Dessin du peintre chilien José Venturelli, repris par "Chili: Un livre noir" (Cologne, RFA et Deurne, Belgique).

LA RESISTANCE: QUELQUES ECHANTILLONS

Chaque nuit, les camps de football des quartiers populaires, apparaissent arrosés de tracs que le vent se charge de disperser... les consignes sont toujours les mêmes "Pour une Patrie libre et sans dictature", "Lutte et exige la plus large unité", "Non aux hausses de prix et à la famine", "On a assez de crimes et tortures", "Liberté pour les prisonniers politiques et syndicaux".

("El Mercurio", Santiago, 9 mai 1976).

Le commentateur politique du journal "La Tercera", M. Pablo Rodriguez (leader du mouvement fasciste "Patrie et Liberté", NDLR) opine que "la plupart des organisations syndicales se trouvent à présent orientées avec des desseins politiques évidents et suivent des directives fixées par des dirigeants dans la clandestinité".

(Journal "La Tercera", Santiago, 12 avril 1976).

DIRECTION UNIQUE DE L'UNITE POPULAIRE A L'EXTERIEUR

M. C. Almeyda, ancien ministre des Affaires Etrangères du gouvernement du président Allende et ancien Vice-Président de la République, a été nommé Secrétaire Exécutif des Partis de l'Unité Populaire à l'étranger. Dans une entrevue au journal "El Día" de Mexico, M. Almeyda déclara: "Nous n'écartons aucune forme de lutte pour atteindre notre objectif, qui est celui de renvoyer du pouvoir les usurpateurs du 11 septembre 1973 et de reprendre le chemin — interrompu temporairement — que le peuple chilien a ouvert avec le triomphe de l'Unité Populaire". M. Almeyda a affirmé que son élection constitue une manifestation de la décision de ces forces, d'avancer ensemble et de coordonner leurs activités afin de mieux contribuer à la lutte du peuple chilien pour sa libération. Il a signalé que la direction de tous les partis de l'Unité Populaire se trouve à l'intérieur du Chili et que la création du secrétariat exécutif est une réponse à l'appel venant de l'intérieur du pays, afin que toutes les forces dans l'exil coordonnent mieux leurs activités pour aider la résistance clandestine.

(Agence "Prensa Latina", Radio Moscou, "Résistance" d'Alger, 16 mai 1976).

B. INFORMATIONS DE L'INTERIEUR

B.1 REPRESSION

Ce chapitre, avec une description de faits de la répression au Chili, a pour but d'alerter nos lecteurs. Car le fascisme qu'il y a 31 ans vous croyiez avoir écrasé à jamais est encore vivant dans plusieurs pays du monde, en particulier en Amérique Latine et d'une façon plus atroce au Chili, grâce à l'impérialisme USA. Le fascisme n'est pas mort et si l'on n'est pas vigilant il pourra se réinstaller à nouveau en Europe.

COORDINATION DES FORCES REPRESSIVES EN AMERIQUE LATINE

Depuis de longues années, les camps-école installés par les Etats-Unis dans leur territoire ou le long du Canal de Panama organisent et coordonnent la répression à l'échelle du Continent Latino-Américain. La coopération de toutes les forces répressives, et plus spécialement du Brésil, d'Uruguay et d'Argentine, s'est intensifiée sur le sol Chilien depuis le putsch. Les témoignages de prisonniers ne manquent pas pour confirmer que les tortionnaires de ces pays venaient eux-mêmes interroger les militants qui avaient trouvé refuge au Chili sous l'UP et qu'ils donnaient également des cours sur la torture aux bourreaux Chiliens.

En décembre 1975, à Montevideo un accord secret signé par les régimes dictatoriaux du Chili, d'Uruguay, du Paraguay, de Bolivie et les Services d'Intelligence Militaires Argentins, faisait un pas en avant dans la construction de cette sinistre coopération. Déjà en juin 1975, Jorge Fuentes, dirigeant du MIR, sorti clandestinement du pays, était arrêté au Paraguay et remis entre les griffes de la DINA.

Depuis la prise de pouvoir à Buenos Aires par la Junte du général Videla, le problème de l'arrestation et de la sécurité de milliers de réfugiés latino-américains est posé. Le régime militaire Argentin a décidé de ne pas tenir compte des demandes de quitter le pays présentées par les réfugiés politiques. De plus, on annonce l'arrestation d'Edgardo Enriquez, membre de la Commission Politique du MIR et son transfert probable dans un nouveau camp de torture non loin de Santiago, 17 jours après son arrestation en Argentine. Des agents fédéraux et des effectifs militaires argentins sont intervenus dans un camp de réfugiés installé par l'ONU et au moins 20 citoyens Chiliens ont été arrêtés. 15 autres Chiliens ont été également arrêtés en plein centre de Buenos Aires, dont 4 sociologues.

L'Argentine est à son tour devenue un des centres de l'internationalisation de la torture et du meurtre. Dans tout le Cône Sud de l'Amérique Latine les frontières n'existent plus pour les forces répressives.

L'ancien dirigeant du mouvement de libération nationale Tupamaros William Withelaw Blanco, ainsi que le gral. Juan José Torres, ex-président de Bolivie, le sénateur Zelmara Michelini et le député Hector Gutierrez Ruiz ont payé de leur vie cette intensification brutale de la répression.

de).

UN AVOCAT AMERICAIN PARTICIPE A LA DEFENSE DES DIRIGEANTS COMMUNISTES

L'avocat nord-américain, M. Stanley Faulkner, ancien défenseur d'Angela Davis et du peintre Mexicain Siqueiros, défendra M. Luis Corvalan, secrétaire général du parti communiste chilien, ainsi que deux anciens membres communistes du gouvernement de Salvador Allende, M. José Cadermatori, ex-ministre des Finances et M. Daniel Vergara, secrétaire d'Etat. Emprisonné depuis trente-deux mois, M. Corvalan n'a toujours pas été inculpé. Récemment, le président de la Cour Suprême, M. Eyzaguirre, déclarait qu'"il serait très difficile, en matière pénale, de trouver un type spécifique de délit" pour le leader communiste. (Le Monde 20 mai 1976).

MEURES ARBITRAIRES CONTRE RICARDO RUZ

Le décret No 504, par lequel les prisonniers politiques peuvent changer leur emprisonnement par l'exil, a été refusé à Ricardo Ruz, dirigeant du MIR. Le 9 mars dernier, la commission qui étudie les cas a refusé la pétition qui fut présentée dans le but de remplacer la peine de dix ans de prison en exil. Le 21 juin dernier, Ricardo Ruz fut emmené par des éléments en civil depuis la prison vers un destin inconnu. Heureusement, il fut aperçu par des personnes amies qui ont immédiatement informé les autorités sur la situation. Celles-ci ont nié le fait. Il existe des craintes fondées pour que ce fait se reproduise et qu'il ait, cette fois-ci, des conséquences fatales. Il faut renforcer la campagne internationale exigeant sa libération immédiate.

(Bulletin Informatif de La Havane — 20 avril - 2 mai 1976).



"La dernière nuit", tableau de Maria-Elena Van Lancker-Peralta, chilienne.

"La longue attente de mon frère Sergio Peralta, mort le 17 septembre 1973 sous les tortures des militaires fascistes".

NOUVELLES TORTURES DEVOILEES PAR DES MEDECINS CHILIENS

Il existe 26 types de torture appliquées aujourd'hui au Chili, a affirmé le docteur Alfonso Gonzalez Dagnino à travers Radio Berlin, d'après une étude présentée à l'Association Internationale de la Médecine.

Le texte signale que les techniques les plus modernes de cette pratique poussent à appliquer l'électricité non seulement dans les organes génitaux, mais également dans le cerveau afin de produire des chocs cérébraux. De même, sur le fait de maintenir une cagoule sur la tête des prisonniers pendant un temps prolongé, signale le docteur Gonzalez. "Celle-ci est une des tortures qui produit le plus d'angoisse et qui a été qualifiée, dans une déclaration de la Chambre des Communes d'Angleterre, comme une des plus cruelles. C'est également le cas de la technique des "journées courtes", avec lesquelles on prétend que le prisonnier perde la notion du temps". (Radio Berlin, 6 mai 1976).

BILAN DE LA REPRESSION SUR LA PRESSE

Le journal Mexicain "El Día" a publié le 15 mai des dénonciations formulées au Conseil Exécutif de l'UNESCO. Le journal affirme, à la veille du Premier Congrès Latino-Américain de Journalistes, que 12 travailleurs de la Presse ont été assassinés, 50 ont été emprisonnés et 200 ont dû quitter le pays.

Le journal précise que jusqu'au 10 septembre 1973 il y avait au Chili 2.100 journalistes en exercice. Aujourd'hui il n'en reste que 800. De ceux-ci, seulement 300 ont un travail relativement stable, 400 se trouvent sans travail, et 100 gagnent leur vie grâce à des activités étrangères au journalisme. D'un autre côté, la dictature a fermé 28 journaux et revues, a confisqué 40 chaînes de radio et occupe toutes celles de la télévision qui existent dans le pays.

Quant aux agences de presse internationales, 60 correspondants travaillaient dans 15 agences jusqu'au 10 septembre 1973; aujourd'hui 5 agences fonctionnent dans le pays. (Journal "El Día" du Mexique, 15 mai 1976).

B.2 POLITIQUES

VISITE AU CHILI DU SECRETAIRE AMERICAIN AU TRESOR: POUR QUOI FAIRE?

La visite éclair (10 heures en tout) au Chili de la première personnalité des U.S.A. qui se soit rendue chez Pinochet depuis le putsch de 1973 s'explique par les propres déclarations de M. William Simon, Secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis:

"Le thème des droits humains au Chili nous provoque des problèmes politiques aux Etats-Unis. Le Congrès nous interdit l'aide économique et financière".

"Le gouvernement chilien a l'intention de payer cette année plus de 500 millions de sa dette extérieure. Ceci est très prometteur et les U.S.A. désirent appuyer ces efforts pour corriger les défauts du passé (les nationalisations des mines de cuivre, NDLR).

"Il existe, cependant, une opposition croissante aux Etats-Unis en raison du problème des droits humains au Chili. Afin que les relations économiques et financières entre le Chili et les Etats-Unis puissent s'accroître et que d'autres pays puissent aussi aider économiquement le Chili, les Etats-Unis considèrent qu'il doit exister une meilleure compréhension de ce que le gouvernement chilien fait pour assurer le respect des droits humains. (...) Dans ce sens, je me réjouis de vérifier que les derniers jours un certain nombre de personnes ont été libérées (...). En plus, le gouvernement chilien m'a informé que d'ici peu il annoncera des amendements à la Constitution du Chili et que de nouvelles mesures offriront encore davantage de garanties à l'égard des violations des droits humains.

"Dès lors, les Etats-Unis se déclarent prêts pour oeuvrer étroitement avec le Chili dans les mois à venir. L'élimination des préoccupations qui s'expriment aux Etats-Unis et ailleurs sur les droits humains tracera la voie d'un effort commun plus dynamique tendant à promouvoir le développement du Chili (...) la libération des personnes qui sont encore en prison pour des motifs politiques, assurer le développement de liens économiques forts entre les Etats-Unis et le Chili, au bénéfice de nos deux pays".

(Journal "El Mercurio", Santiago, 8 mai 1976).

En somme, comme le souligne "Times" dans une édition du mois de mai, Pinochet ne fait que marchander la liberté de ses otages pour de nouveaux crédits en dollars. Déjà en 1974, il avait agi en maître chanteur pour obtenir du Mexique le déblocage des exportations d'engrais au Chili en échange de l'envoi en exil de 117 prisonniers. "Times" ajoute "il faudrait beaucoup de visites comme celle de M. Simon pour vider les geôles du Chili".



Quand l'impérialisme "arrose" le fascisme... peut-on s'attendre à une autre récolte? (Affiche publiée par Chile Fights, Grande Bretagne).

L'ASSEMBLEE DE L'O.E.A. CHEZ PINOCHET

"La tenue de l'Assemblée de l'OEA a une importance énorme pour le Chili, parce que plus de mille personnalités de haut niveau auront l'occasion de nous visiter et de se faire une opinion personnelle sur le développement des activités nationales (...). Les Universités, les institutions corporatives, les organisations d'intellectuels et les ordres professionnels auraient déjà dû mettre en chantier un programme dense de contacts et d'activités pour nos visiteurs..."

(Journal "El Mercurio", Santiago, 22-23 avril 1976).

Pour faciliter la prise de conscience des délégués de l'OEA quant aux "bontés du régime militaire", Pinochet a ordonné une dépense de 750.000 dollars, laquelle s'ajoute aux 500.000 dollars dépensés par l'OEA elle-même.

Puis, il y a le problème de la "tranquillité" des délégués:

"... les mesures de sécurité en vigueur au Chili font de ce pays une oasis de tranquillité... le Chili n'a pas enregistré d'incidents terroristes graves. Ceci est le résultat de deux facteurs conjugués. D'un côté il y a l'accord d'une immense majorité du peuple avec la situation existante et, d'autre part, la vigilance qui empêche les méfaits possibles d'une minorité anarchique... L'OEA mérite d'être protégée efficacement. Les ministres des affaires étrangères doivent se réunir en toute tranquillité (...). Et le Chili est en mesure d'offrir des garanties de cette tranquillité".

(Journal "El Mercurio", Santiago, 15 mai 1976).

COMMENT VOIT-ON DE L'EXTERIEUR LA CONFERENCE DE L'O.E.A.?

Cette Assemblée à Santiago a pour objectif d'essayer de redorer l'image de la dictature, en donnant au monde l'impression qu'au Chili règne un climat de tranquillité, d'ordre et de respect des droits humains. On veut faire apparaître la justice comme un gouvernement digne d'appui politique et d'aide financière et qui a créé dans son territoire les conditions pour réaliser un événement d'importance internationale. Quant aux Etats-Unis, dont les perspectives ne sont autres que de promouvoir et appuyer les régimes fascistes, ils cherchent à consolider la dictature chilienne et à montrer aux forces réactionnaires des autres pays du continent qu'elle peuvent suivre le chemin de Pinochet, en ayant l'assurance qu'elles ne resteront pas seules". ("Bulletin Informatif de La Havane", mai 1976).

LA JUNTE DANS LE JEU DE KISSINGER

"Tout gouvernement qui foule aux pieds les droits de ses citoyens renie la raison même de son existence. Il y a des limites qu'aucun gouvernement ne peut se permettre de dépasser sans contrevenir à des valeurs fondamentales". Cette belle et noble phrase émane de M. Kissinger qui prenait la parole devant les ministres des Affaires étrangères des pays participant à l'assemblée générale de l'OEA.

Comme la réunion se tient à Santiago et que le secrétaire d'Etat a explicitement fait allusion à un rapport de l'OEA relevant les violations des droits de l'homme commises par la junte de Pinochet, la phrase a fait grand bruit. (...) On pourra mettre cette déclaration en parallèle avec les récents propos de Kissinger critiquant le maintien inconditionnel de l'hégémonie blanche en Afrique du Sud.

Le rapprochement des deux faits amène à penser que M. Kissinger, rompant avec une diplomatie généralement plus feutrée a choisi l'impertinence. Le problème est de savoir si le secrétaire d'Etat a encore la capacité d'influencer de façon déterminante la politique étrangère de Washington ou s'il s'agit de sa part d'un "baroud d'honneur" prélude à un départ plus ou moins proche".

(Journal "La Wallonie", Liège, 10 juin 1976).

On doit se demander aujourd'hui, parmi les généraux et amiraux de Santiago, si les calculs diplomatiques du "chef suprême" étaient bien fondés quand ses ambassadeurs firent tout

leur possible pour obtenir des Etats-Unis la désignation de Santiago comme siège de la réunion de l'OEA.

LE PROGRAMME MONDAIN DE L'ASSEMBLEE

"Diverses organisations sociales et des entrepreneurs privés ont suggéré la réalisation des activités mondaines pour fêter les délégués et journalistes assistant à l'Assemblée. Le Rotary Club offrira un banquet à ses sociétaires. Le Club Hippique prépare un "Prix OEA" (M. Orfila, secrétaire général de l'OEA est un grand amateur de sports hippiques) (...) des producteurs vinicoles ont proposé l'organisation de dégustations".

(Journal "El Mercurio", Santiago, 13 mai 1976).

Tout ceci sera-t-il suffisant pour éviter l'approbation, ou même la discussion, du rapport accusateur de la Commission inter-américaine des droits de l'homme?



Emblème du Parti MAPU O.C.

SEPTIEME ANNIVERSAIRE DU PARTI MAPU-OUVRIERS ET PAYSANS

La rédaction de "Communiqués du Chili en Lutte" salue fraternellement ce nouvel anniversaire du Parti MAPU-Ouvriers et Paysans, jeune et combatif qui faisait partie du Gouvernement Populaire du président Allende. Ses militants de l'intérieur luttent avec courage dans les rangs du Front Anti-fasciste pour l'écrasement de la dictature et la construction d'un Chili socialiste.

B.3 ECONOMIQUES

COMMERCE EXTERIEUR

La baisse du prix du cuivre, principal produit d'exportation du Chili, a provoqué en 1975, une diminution de 30 p.c. dans la valeur des exportations chiliennes. Le cuivre a baissé dans le marché international d'un prix moyen de US\$ 0,93 en 1974 - prix qui a été historiquement le plus élevé - à US\$ 0,55 la livre de cuivre en 1975.

La politique économique de la junte, très dépendante des sources de financement externe, n'a pas su réagir devant la situation provoquée par la chute du commerce extérieur et donc, elle a suivi une politique déflationniste. Il faut considérer que la junte militaire a obtenu une "aide internationale" à laquelle aucun autre gouvernement constitutionnel n'eût accès dans les dernières 150 années.

La politique de dévaluations successives du peso par rapport au dollar a pour but:

- attirer le capital étranger sur toutes les entreprises multinationales, en octroyant toutes sortes de garanties;
- encourager les exportations non-traditionnelles.

De cette façon, le prix du dollar passe de 2,15 pesos en janvier 1975 à 13,75 pesos en juin 1976. C'est-à-dire la valeur du dollar a augmenté de 550 p.c., ce qui provoque, logiquement, une inflation importante.

Pour attirer le capital étranger, la junte a diminué à 60 p.c. les taxes à l'importation, on suppose que le secteur productif national doit être capable de concurrencer dans les marchés internationaux. On impose ainsi, des niveaux tarifaires nettement inférieurs à ceux établis par les autres pays latino-américains (au Venezuela le tarif est, en moyenne, de 300 p.c., et dans le "Grupo Andin" il est de 120 p.c.), et qui impliquent une ouverture économique qui peut être difficilement entreprise par un pays sous-développé dans les conditions actuelles de concurrence capitaliste.

Si nous considérons le deuxième aspect, les exportations non-traditionnelles, on a réussi à les augmenter de US\$ 148,6 millions (chiffre année 1975, source Banque Centrale du Chili), mais il faut ajouter que, en ce qui concerne les produits alimentaires, les exportations ont augmenté de US\$ 49,4 millions à 101,8 millions de dollars (même source).

La montée actuelle du prix du cuivre à US\$ 0,6 la livre, donnera une certaine flexibilité économique à la junte, mais il ne faut pas oublier que les recettes extraordinaires obtenues par le prix très élevé du cuivre en 1974 furent gaspillées par la junte militaire en répressifs. Pour cacher son vrai caractère, ils sont enregistrés sous le titre d'importations de "biens de capital". ("Résistance", Alger, 8 mai 1976).

SITUATIONS DES SALAIRES AU CHILI

Les chiffres suivants montrent les salaires mensuels qui sont en vigueur au Chili et sa relation avec le franc belge.

	MONNAIE CHILIENNE	FRANC BELGE
SALAIRE MINIMAL	\$ 431,35	1.437 FB
SALAIRE OUVRIER		
AGRICOLE	\$ 390,00	1.300 FB
ALLOCATIONS FAMILIALES	\$ 45,38	151 FB
SALAIRE ALLOC. FAM.		1437 FB 605 FB

TOTAL 2.042 FB

DEPENSE MENSUELLE EN DEUX ARTICLES:

PAIN: 60 kg par mois x \$ 3,50 kg:	700 FB par mois
SUCRE: 7,5 kg par mois x \$ 5,30 kg:	133 FB par mois

TOTAL 833 FB par mois

On peut voir que en achetant seulement du pain et du sucre une famille dépense le 40 p.c. de son revenu, il ne reste que 1.209 FB pour payer le reste de l'alimentation, le loyer, etc. Il est évident que ces salaires ne permettent pas une subsistance minime. La phrase des évêques: "il y a des familles qui n'ont pas assez pour se préparer un repas" n'est pas une métaphore, Mais la crue réalité.

(Revue Mensaje, publication de la hiérarchie catholique à Santiago, No 248 V-76)

LA RICHESSE DU PAYS REMISE TOTALEMENT AUX EE UU

Pendant la seconde quinzaine du mois de Mai, le secrétaire du trésor américain Williams Simon a visité le Chili avec l'objectif précis d'affermir le régime Pinochet moyennant des nouveaux prêts et un programme d'investissement dans les secteurs public et privé, ces prêts sont manipulés par les U.S.A. dans les organismes de crédit qu'ils contrôlent. La consolidation du régime Pinochet permet aux U.S.A. d'affermir une nouvelle pénétration impérialiste dans l'exploitation de ressources stratégiques comme l'uranium, le lithium, le cuivre, tous ces minéraux étant nécessaires pour l'industrie d'armements. (Prensa latina no 608 - V-76).

DES INVESTISSEMENTS HONTEUX POUR LA SOUVERAINETE DU CHILI

Dans le mois de mars, des hauts dirigeants de la Westinghouse Corporation et Wyoming Mineral Corporation ont visité le pays pour achever les détails de leur participation dans l'exploitation de l'uranium. De son côté, le gouvernement est prêt à promulguer une loi que permettra l'exploitation et la prospection des minéraux stratégiques et radioactifs par des entreprises étrangères. Il y a longtemps que les dirigeants des nombreuses entreprises américaines sont intéressés dans ce type

d'exploitation, mais jusqu'aujourd'hui ils ne pouvaient pas obtenir la complexité d'un gouvernement si abject, capable de donner ses ressources stratégiques à une puissance étrangère. (Résistance, Argelie, 4 - V - 76).



Entreprises de l'Etat. Qui dit mieux? (Journal "Gramma", La Havane).

À NOUVEAU LES MULTINATIONALES

La multinationale Fott Mineral Corporation commencera bientôt l'exploitation des réserves de lithium calculées en 200.000 ton dans la province d'Atacama où on a détecté aussi 12.000.000 de tons, de potassium, bore et magnésium. Des entreprises américaines sont intéressées aussi à ces gisements de cuivre El Abra, Quebrada Blanca, Los Pelambres, situés au nord du pays. (Prensa Latina no 608 - Mai 76).

LES ENTREPRENEURS ANGLAIS PARTICIPENT AU FESTIN

Le premier secrétaire de l'Ambassade anglaise au Chili, Ketit Kostell annonce que des entrepreneurs anglais sont prêts à investir dans les gisements de cuivre, de tungstène, de soufre, situés au nord du pays. (Agence B.C., Santiago, Mai 1976).

B.4 SYNDICALES

LES TRAVAILLEURS A L'AVANT-GARDE

La pression des travailleurs sur les dirigeants syndicaux nommés par la junte pour le droit à élire ses propres dirigeants et le rétablissement du droit de grève, a été particulièrement importante. Elle a obligé le ministre du travail de la dictature à déclarer: "Dans un moment de reconstruction nationale, il est mesquin de diviser les chiliens parce qu'une élection ne signifie pas autre chose"; puis, au sujet du droit de grève il signale: "la grève est une expression de force qui a été utilisée comme un instrument de la lutte des classes et qui ne permet pas de résoudre le conflit collectif; comme solution de force, c'est une arme qui est transférée d'une main à une autre et pour cela on ne peut pas dire que c'est un droit des travailleurs". ("El Mercurio", 28 mars).

CONSEIL NATIONAL DE LA CONFEDERATION DES EMPLOYÉS DU SECTEUR PRIVE DU CHILI (CEPECH)

Le 4 avril dernier s'est clôturé le conseil national de la CEPECH, auquel ont assisté deux cents délégués.

Les principales exigences approuvées sont:

- le respect aux acquis des travailleurs, parmi lesquels l'indemnisation par année de travail (à l'occasion du licenciement), liberté syndicale et le droit à la négociation collective;
 - élections syndicales libres. ("La Tercera", Santiago, 5 avril).
- La Fédération Nationale des Travailleurs du Commerce et des Coopératives a énoncé des pétitions similaires par l'intermédiaire d'un directeur de la collectivité, qui a aussi exigé:
- une augmentation substantielle des salaires;
 - fixation des prix aux articles de première nécessité;
 - sanction aux mauvais patrons. ("Résistance", No 63, Alger).



Comme vous pouvez le voir... nous donnons la terre à celui qui la travaille ("Chile en la Resistencia", Mexique).

LES SYNDICATS EXIGENT PLEINE LIBERTE

Cent quatre organisations syndicales chiliennes ont envoyé un document au Ministre du Travail dans lequel on signale qu'il est "absolument nécessaire" que la Junte rétablisse les droits et les libertés syndicales. Quant à l'Avant-Projet du Statut de Principes et Bases du Système de Sécurité Sociale, ils l'ont controversé parce qu'"il ne tient pas compte des droits acquis par les travailleurs et les fait dépendre d'une législation postérieure". (Agence DPA, 20 avril 1976).

LICENCIEMENT DE 330 TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE SUCRIERE

Le président du syndicat unique des employés et ouvriers de la Raffinerie de Sucre (CRAV) a dénoncé le licenciement de 330 travailleurs de l'entreprise. Il fit savoir que 160 sont devenus chômeurs sans percevoir aucune indemnisation économique. En outre, 62 parmi les licenciés font face, ce qui est encore plus grave, à l'imminence d'être délogés de leur demeure, puisqu'elles avaient été acquises par des prêts d'une Association d'Epargne, et maintenant ils se trouvent dans l'impossibilité de payer les dividendes. (Radio Moscou, 26 avril).

ON CLASSE LES OUVRIERS POUR LES LICENCIER

Le Président de la Fédération des Travailleurs Métallurgistes, M. Manuel Contreras, a dénoncé que certains chefs d'entreprises ont en train de classer les travailleurs pour les licencier après ce classement. Selon Contreras ceci "est presque l'esclavage". ("La Tercera", Santiago, 28 mars 1976). (Il faut signaler que M. Contreras est un assidu collaborateur de la Dictature, NDLR).

CUT- EXTERIEUR PARTICIPE AU CONSEIL DES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS

Le Département Extérieur de la Centrale Unique des Travailleurs au Chili (CUT), participa au Troisième Conseil Général des travailleurs d'Espagne (UGT), représenté par le dirigeant syndical chilien M. Humberto Elgueta. C'est le premier événement de cette caractéristique réalisé publiquement en Espagne depuis la guerre civile. M. Elgueta y a signalé que "la classe ouvrière chilienne continuera la lutte jusque la conquête de ses droits et de ses libertés". (Madrid, agences DPA, PL, 17 avril 1976).

"NOUS SOMMES EN ADMIRATION DEVANT LA LUTTE DES TRAVAILLEURS CHILIENS"

La Fédération Syndicale mondiale (FSM) a envoyé un message de salutation aux travailleurs chiliens à l'occasion de la célébration du 1er mai, jour international des travailleurs. "Nous sommes en admiration - dit le message - devant la lutte courageuse des travailleurs chiliens, sous la direction de la Centrale Unique des Travailleurs, des Fédérations nationales et des organisations syndicales de base, pour défendre ses droits, ses intérêts sociaux et économiques, contre les salaires misérables, le chômage et les licenciements". (Prague, TASS, avril 13).

B.5 CULTURELLES

L'UNIVERSITE AU PAS DE L'OIE

Pour montrer un reflet de l'actuel régime universitaire et de ses répercussions dans les activités académiques, nous transcrivons textuellement l'Acte du 2 avril 1976, du Conseil Académique du Département de Biologie de la principale université chilienne: l'Universidad de Chile.

Département de Biologie
Faculté des Sciences
Acte du Conseil Académique du Département de Biologie
Date: 2 avril 1976
Assistance:
Dr. Tito Ureta, Directeur du Département de Biologie.
Dr. Luis Quicruera, Secrétaire Général du Département.
Dr. Luis Izquierdo, Section biologie cellulaire.
Dr. Hermann Niemeyer, Section biochimie.
Dr. Osvaldo Alvarez, Section Physiologie.
Dr. Sergio Iturri, Président de la commission des professeurs.
Dr. Mario Rosenmann, Commission Doctorat.
Dr. Guido Pincheira, Section génétique et cytogénétique.
Excusé: Prof. Irma Vila, Section Hydrobiologie.

1. Le Directeur donne lecture d'une communication (No 28) de Monsieur le Doyen dont le texte est le suivant:
"Monsieur le Directeur,
"Ayant eu l'assurance que vous avez reçu l'invitation de M. le Recteur de l'Université à assister à la séance inaugurale de l'Année Académique, j'ai le plaisir de vous informer que cette invitation implique l'assistance obligatoire.
"D'autre part, à l'occasion de la tenue de cette séance inaugurale, les classes seront suspendues durant la matinée du 2 avril.

"Prof. Gabriel Alvarez
"Doyen de la Faculté des Sciences"
D'autres professeurs de la Faculté ont reçu de semblables communications.

2. Le Directeur donne lecture de sa réponse à cette communication:
"Monsieur le Doyen,
"En réponse à votre circulaire No 28, adressée aux directeurs de département de cette faculté, et par laquelle vous me communiquez que l'invitation de M. le recteur à assister à la séance inaugurale de l'Année Académique implique une assistance obligatoire, j'ai le devoir moral de vous faire part de ce qui suit:

"C'est la première fois que durant mes douze années de travail à l'université, une "invitation" prend un caractère obligatoire.

"Il est vrai, cependant, que la situation très spéciale qui consiste à être actuellement Directeur d'un Département pourrait impliquer une éventuelle obligation d'assister à certains actes formels, nécessaires à la marche normale de beaucoup d'institutions.

"C'est pourtant avec regret que je dois m'abstenir d'assister à ladite séance inaugurale de l'année académique, parce que ma présence à cette occasion si modeste et obscure que soit ma personne, impliquerait une caution de retour à la normale des activités universitaires, ce qui dans mon esprit est loin d'être vrai. L'Université n'est pas seulement brisée par le licenciement de beaucoup de ses meilleurs éléments, mais aussi par la perte de personnel de haute qualification qui, de par les conditions actuelles, est en train de quitter l'Université. La situation universitaire est anormale non seulement à cause de la désignation récente d'autorités dont les antécédents sont, dans la plupart des cas, pour le moins inconnus, mais aussi parce que leurs actes ont détruit et détruisent des équipes de travail établies et de haut prestige, notamment au Département de Psychiatrie du Campus Nord et au Département de Bibliothéologie du Campus Est. Et enfin, on ne peut considérer normal le fonctionnement d'une institution dont les autorités supérieures acceptent l'inscription d'étudiants en marge de toute procédure établie...

"La situation de notre Faculté ne peut être considérée normale non plus quand elle reprend ses activités sans que son budget soit connu et quand tous les jours, à part les licenciements quotidiens, il y a des faits qui viennent empêcher les activités, déjà fort réduites, des Départements.

"Dans de telles circonstances, il est évident que l'assistance du Directeur du Département de Biologie de la Faculté des Sciences à la séance inaugurale de l'année académique de l'Université du Chili ne se justifie pas et d'autant moins qu'un "caractère obligatoire" a été donné à l'invitation ainsi que vous avez tenu à me le souligner.

"(signé) Dr. Tito Ureta, Directeur du Département de Biologie."

UN PROFESSEUR SE REVOLTE A CAUSE DES "FILS A PAPA" ENTRES CLANDESTINEMENT A L'UNIVERSITE...

Le mardi 4 mai 1976, le Professeur Danilo Salcedo envoya au Ministre de l'Education les antécédents des 156 étudiants inscrits à l'Université du Chili par "volonté du Recteur". Le Prof. Salcedo déclare dans sa lettre:

"Monsieur le Ministre, étant données votre condition d'homme droit et de prestigieux officier de notre Marine de guerre, je crois qu'il sera intéressant pour vous de connaître les antécédents qui caractérisent les étudiants inscrits "par volonté du Recteur" procédure dont le Recteur-délégué du gouvernement, le colonel Julio Tapia, use et abuse.

"... ledit Recteur-délégué a ordonné d'inscrire:

"a) des étudiants qui n'ont pas obtenu leur baccalauréat; b) des étudiants qui, ayant obtenu leur baccalauréat, n'avaient pas choisi au départ la carrière dans laquelle ils apparaissent aujourd'hui inscrits; c) des étudiants dont les qualifications sont très inférieures à celles des étudiants les moins brillants sélectionnés dans chaque spécialité suivant des procédures dont nous croyions qu'elles étaient toujours respectées par la plus haute autorité de notre Université.

"Il nous semble, Monsieur le Ministre, que nos vues peuvent différer quant à des politiques universitaires, mais je suis convaincu que je serai toujours à vos côtés pour combattre l'injustice et l'arbitraire que de tels faits revêtent pour les milliers de jeunes qui avaient des meilleures qualifications que ceux qui s'inscrivent grâce à des influences, mais à l'encontre des principes fondamentaux sur lesquels se base le gouvernement actuel, à savoir qu'au Chili il n'y a pas des privilèges ni des groupes privilégiés non plus.

"Avec tout mon respect et mon amitié,

"(signé) Danilo Salcedo V., Professeur."

... LE COLONEL-RECTEUR MATE ALORS LE REVOLTE...

Invoquant ses droits légaux et réglementaires, le Recteur de l'Université du Chili, le colonel Julio Tapia, a mis fin à toutes les fonctions dont le professeur Danilo Salcedo était chargé à l'Université à partir de ce 8 mai. (Journal "El Mercurio", Santiago, 8 mai 1976).

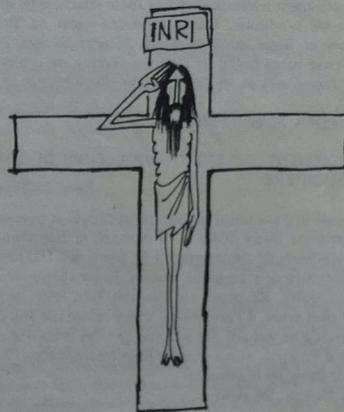
... PUIS, LE GENERAL PINOCHET SE DEBARRASSE DU COLONEL TAPIA (DE LA FORCE AERIENNE) ET MET A SA PLACE UN GENERAL D'ARMEE

"Le Recteur-délégué de l'Université du Chili, le colonel J. Tapia, a été placé en disponibilité par le général Pinochet pour que celui-ci désigne un nouveau Recteur.

"On a demandé au général Pinochet si cette mesure (la "mise en disponibilité" NDLR) constituait un avertissement au sujet d'irrégularités. Il a répondu: "La question est mal posée. Je n'ai pas parlé d'irrégularités. J'ai dit que le Recteur avait des droits pour agir. Mais, j'ai l'impression qu'il y a eu un malentendu". Il a ajouté que le jour où il n'aurait ni la clarté ni l'énergie pour faire face aux événements et qu'il ne pourrait plus appliquer certaines mesures sans aucune crainte, eh bien alors il s'en irait (chiche!) NDLR). (Journal "El Mercurio", 20 mai 1976).

Le général d'armée Agustín Toro a été désigné comme nouveau délégué militaire à l'Université du Chili en remplacement du colonel de la Force aérienne Julio Tapia, qui a été mis "en disponibilité" par Pinochet à la suite du scandale des "inscriptions irrégulières" à l'Université.

Le commandant en chef de la Force aérienne, le général Gustavo Leigh, a envoyé une note au Recteur démissionné, le colonel Tapia, dans laquelle il lui exprime toute "la sympathie de la Force aérienne" parce qu'il incarne "les vraies idéaux du 11 septembre 1973" (date du putsch, NDLR).



CRISTO SEGUN SALVADOR "DA-LEIGH"

Le Christ d'après Salvador "Da-Leigh" (allusion au général Leigh, aviateur, membre de la junte).
Publié par "Chile en la Resistencia", Mexique).

B.6 EGLISES

RENCONTRE DES CARDINAUX, EVEQUES ET DIRIGEANTS D'ORGANISATIONS CATHOLIQUES A LIMA (PEROU)

Des représentants des pays andins ont participé à une réunion sur "L'église et le processus d'intégration andine". Ils affirment dans une déclaration publique: "Nous estimons que c'est un devoir et un engagement d'encourager une efficace contribution aux efforts pour l'intégration à partir des propres actions de l'église".

Tous les cardinaux des pays du "Pacte Andin" étaient présents à cette réunion, excepté ceux de Bolivie et du Venezuela; le cardinal chilien, Mgr Raul Silva Henríquez, y développa le sujet "Solidarité Internationale: Réflexion Chrétienne"; au cours de son intervention il dit: "nous, évêques du continent, ne pouvons rester étrangers aux immenses difficultés que nos peuples doivent affronter... car, outre la malnutrition, l'analphabétisme, le chômage, qui sont déjà une clameur qui dénonce l'injustice, on peut constater la crise des états nationaux et l'incorporation de la nouvelle idéologie de la sécurité nationale qui tend à déplacer nos propos de paix dans la justice, pour ouvrir la voie à la politique et à la stratégie de la guerre totale"... "Pour que l'intégration soit possible, spécialement dans notre région, il faut surpasser le nationalisme étroit qui constitue fréquemment une tentation de nos pays. Dans le récent document EVANGILE ET PAIX, nous, évêques chiliens avons signalé les principales caractéristiques de ce nationalisme". (N.D.L.R.: dans ce document de septembre 1975, il est dit, au sujet du nationalisme étroit: "quelques uns ont compris le nationalisme comme une exaltation de la patrie, qui la transforme en idole et à qui on sacrifie même les hommes qui la composent. Au contraire, le but de la patrie est le bien-être de tous ceux qui la composent"). ("El Mercurio International" 2-8 mars 1976).

EXPULSION DU CHILI AVOCAT DU VICARIAT DE LA SOLIDARITE

Le 12 avril, le conseiller juridique du Vicariat de la Solidarité, José Zalaquett, fut expulsé du pays à destination de Genève, accusé de "constituer un danger pour la sécurité intérieure de l'Etat".

Cet avocat, qui travaillait dans l'ancien "Comité de Coopération Pour la Paix", fut arrêté peu après la fermeture de cet organisme (déc. 75) et libéré le 30 janvier, grâce à de nombreuses démarches en sa faveur. Néanmoins, le 6 avril dernier, il fut à nouveau arrêté par les services de sécurité de la Dictature, le fait a été qualifié de "Très regrettable" par le Cardinal Silva Henríquez, qui essaya aussitôt d'obtenir sa liberté.

Le 10 avril dernier la Cour d'Appel refusa un recours de défense présenté en faveur de M. Zalaquett, sous prétexte que "Il n'est pas du ressort de ce Tribunal d'analyser les antécédents, dont le gouvernement a disposé et considéré pour prendre la mesure adoptée".

(UPI, AP, DPA, 12 avril 1976).

Vraisemblablement l'expulsion du pays de M. Zalaquett est due au fait qu'on lui attribue la rédaction du document "Rapport sur les Droits de l'Homme", présenté par le Vicariat de la Solidarité à la Cour Suprême.

(Bulletin Informatif, La Havane 2-8 mai 1976).

N.D.L.R.: nous espérons publier dans un prochain bulletin, des extraits de cet intéressant document accusateur.

LE DEPARTEMENT D'ETAT NORD-AMERICAIN PROTESTE POUR L'EXPULSION DE M. ZALAUQUETT

M. William Rogers, sous-Secrétaire d'Etat aux affaires latino-américaines a appelé l'ambassadeur chilien à Washington, M. Manuel Trucco, pour lui communiquer sa préoccupation face à l'expulsion du pays de M. Zalaquett et pour les représailles

contre les cent personnes qui avaient été interviewées par trois parlementaires qui avaient visité le Chili.

D'autre part, les parlementaires démocrates et républicains ont exigé à M. Kissinger de protester auprès de la Junte pour l'expulsion de M. Zalaquett.

(Agence France Presse, 4 mai 1976).



Dessin publié par le Centro de Estudio y Documentación, Lima, Pérou.

LES EVEQUES ARISTIA ET FRENZ: CANDIDATS AU PRIX NOBEL DE LA PAIX

Plusieurs organisations de solidarité avec le Chili ont présenté les candidatures des évêques Fernando Arístia (catholique) et Helmut Frenz (luthérien) au Prix Nobel de la Paix pour leur action en faveur des droits de l'homme au Chili.

Mgr Arístia est actuellement évêque titulaire de l'église catholique à Copiapo; Mgr Frenz, résida au Chili dès 1958 jusqu'en octobre 1975, quand il lui fut interdit de rentrer au pays. Les deux religieux présidèrent le Comité de Coopération pour la Paix, actuellement dissout par la Junte.

La Commission de Candidatures au Prix Nobel du Parlement norvégien, a accepté officiellement ces deux propositions. (Rome, PL; avril 1976).

L'EVEQUE BRÉSILIEN MGR HELDER CAMARA SE RENDRA AU CHILI AU MOIS DE JUIN

Dix prélats étrangers, dont l'évêque brésilien Mgr Helder Camara, se rendront au Chili à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de l'évêque Mgr Larrain. Le cardinal Silva Henríquez, qui annonça la nouvelle, fit savoir que la cérémonie aura lieu à Talca le 22 juin 76, "de telle façon qu'elle ne se déroulera pas parallèlement à la Conférence de l'O.E.A.". (El Mercurio - Santiago, 8 mai 76).

B.7 MILITAIRES

LE GENERAL P. EWING CHARGE DE SURVEILLER LES SPORTIFS MILITAIRES

Le général Pedro Ewing vient d'être nommé président de la Confédération Sportive des Forces armées.

("Bulletin Informatif de La Havane", 19 avril 1976).

(Le général Ewing était ministre secrétaire-général de la junte) après le putsch il fut ensuite nommé attaché militaire à l'ambassade chilienne en Espagne. En même temps, la DINA organisait, sous sa direction, ses branches européennes à partir de Madrid.

(L'attentat qui faillit coûter la vie de Bernardo Leighton, à Rome, est un de ses exploits les plus connus. Sa nomination actuelle signifie que la surveillance à l'intérieur des forces armées s'étend à tous les domaines de la vie militaire, NDLR).

"Un Conseil de guerre de la Marine condamna plusieurs civils et marins pour trafic de cocaïne entre le Chili et les Etats-Unis; ils furent inculpés pour "association illicite" depuis 1972. Le Conseil a établi aussi que, pour les envois, on avait même utilisé la valise diplomatique en complicité avec des officiers de la Mission navale chilienne à Washington". ("Bulletin Informatif de La Havane", No 88).

WANTED



GENERAL AUGUSTO PINOCHET

FOR THE FOLLOWING CHARGES:

- ASSASSINATION OF PRESIDENT SALVADOR ALLENDE
- HIGH TREASON TO THE PEOPLE OF CHILE.
- DESTRUCTION OF DEMOCRACY AND LIBERTY IN CHILE.
- INSTAURATION OF A REIGN OF FASCIST TERROR IN CHILE AND OTHER CRIMES.

ON RECHERCHE:

Le général Augusto Pinochet, pour les crimes suivants:

- Assassinat du président S. Allende.
- Haute trahison envers le peuple du Chili.
- Destruction de la démocratie et des libertés au Chili.
- Instauration d'un régime de terreur fasciste au Chili.
- et pour d'autres crimes (Auto-collant édité aux USA).

Vendredi 26 mars a été inauguré le nouveau local, très bien équipé, de l'Académie de Guerre, dans la propriété qui appartenait à l'Institut Forestier (créé par la Corporation d'Encouragement à la Production, NDLR), commune de La Reina, Santiago. Le président général Pinochet et la plupart des généraux de l'armée assistaient à la cérémonie. Le bâtiment est une sorte de refuge, avec des équipements et installations militaires très modernes. (Magazine "Qu e Pasa" du 1er avril et Journal "La Tercera" du 28 mars 1976, Santiago).

LE CHILI: LIEU D'ATTRACTION POUR LE "TOURISME MILITAIRE" DES U.S.A.

Une délégation du Collège Interaméricain de Défense, dont le siège se trouve à Fort L.J. McNair, Washington, s'est entretenue avec le président général Pinochet. Le groupe, composé de 60 officiers des forces armées du continent et commandé par le major-général William Schoning des USA, écoute un exposé de Pinochet sur la situation du pays et la politique internationale de la junte. (Agence U.P.I., Santiago, 22 mars 1976).

La fanfare de la Division Sud de la U.S. Air Force visite actuellement le Chili.

Ces musiciens appartiennent à la base aérienne de Howard, dans la Zone du Canal de Panama. Ils se sont produits dans les bases de la force aérienne du Chili, à la Télévision Nationale et dans des présentations publiques.

("Bulletin Informatif de La Havane, 19 avril 1976). "Les contre-amiraux U.S. Navy George Ellis et James Sagerholm se trouvent à Valparaíso (principal port chilien à 120 km à l'ouest de Santiago, NDLR) pour planifier tout ce qui a trait à la prochaine mission de l'Opération UNITAS dans les eaux chiliennes".

(Journal "La Tercera", Santiago, 12 avril 1976). (Une édition antérieure de cette Opération UNITAS, exercices combinés de la Marine U.S. avec celle des pays latino-américains, se déroulait face à Valparaíso la veille du putsch fasciste du 11 septembre 1973, NDLR).

B.8 SOCIALES

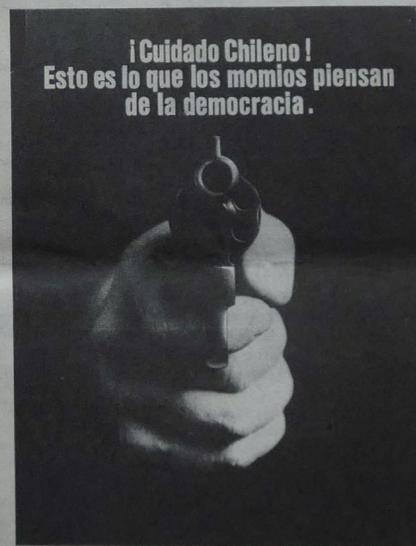
EMINANT MEDECIN CHILIEN REFUSE DE PARTICIPER A UN CONGRES MEDICAL PATRONNE PAR LA DICTATURE

Le Dr Hector Orrego Puelma, fondateur et premier directeur de l'hôpital du Thorax à Santiago, considéré comme le père des recherches sur la tuberculose au Chili et premier professeur de la chaire de pneumothysiologie a refusé l'invitation pour présider la discussion sur un des thèmes du XIXe Congrès Latino-américain sur la Tuberculose et les maladies de l'appareil respiratoire. Ce congrès se tiendra à Santiago, en octobre 76. Voici quelques paragraphes de sa lettre adressée aux organisateurs du congrès:

- J'ai quitté volontairement mon pays; cette décision m'a été fort pénible puisque j'y ai consacré, avec enthousiasme et dévouement absolu 54 ans de ma vie médicale. Je suis parti vivre auprès de mes fils, qui maintenant travaillent au Canada et au Mexique, depuis que la junte militaire chilienne les a empêchés de continuer à être utile à leur pays pour le délit supposé d'être de gauche.
- Il ne puis moralement accepter des postes officiels dans des événements patronnés par le gouvernement actuel, alors que des centaines d'étudiants et de médecins chiliens ont dû quitter le pays pour pouvoir survivre et que d'autres y sont encore en prison ou chômeurs. (Bull. Havana No 88).

Le Ministère du logement a lancé la première adjudication internationale pour la construction de logis dans deux quartiers de Santiago, La Florida et Quilicura. Le montant total de ce projet sera de 45.000.000 us\$, dont plus de la moitié sera financé par un prêt du BID (Banque interaméricaine du Développement) et le restant pour le gouvernement chilien.

Selon une information du Ministère du logement, des entreprises étrangères appartenant aux pays membres du Bid pourraient participer à cette adjudication. (El Mercurio, edición internacional, 15-V-76). NDLR. Le Chili importera des logis de l'étranger, tandis que l'indice de chômage dans le domaine de la construction est de l'ordre de 60 p.c., cette affaire sera nuisible aussi pour l'industrie nationale; en effet, la diminution de la production dans le secteur qui fournit du matériel de construction atteignit, en 1975, des niveaux fort importants. (Rapport de la Sociedad de Fomento Fabril. Santiago Chile. Diciembre 1975).



Defendamos la Patria con los Socialistas

ATTENTION CHILIENS! VOICI CE QUE LES REACTIONNAIRES PENSENT DE LA DEMOCRATIE.

Une des affiches éditées par le P.S. chilien pour dénoncer la sédition que préparait la droite et l'impérialisme.

PREOCCUPATION AU CHILI POUR LA FUITE DES MEDECINS ET DES CADRES TECHNIQUES

"La fuite des médecins à l'étranger a augmenté, passant de 5,7 p.c. en 1967 à 13 p.c. en 1975" a affirmé dans une conférence de presse, le président de l'ordre des médecins au Chili, Dr Ernesto Medina Lois. (Edition internationale du Mercurio 30-IV-76).

D'autre part, Pedro Cifuentes, président du syndicat ouvrier de l'industrie lansa a dénoncé que la désastreuse situation économique régnant dans le pays a provoqué l'émigration à l'étranger de plus de 10 p.c. du personnel technique spécialisé de cette industrie. (Edition internationale du Mercurio 11-27-1976).

UNE MAIGRE PERFORMANCE SCOLAIRE

"Le Ministère de l'Education a réalisé une étude sur le rendement scolaire de ces dernières années, compte tenu du très grand nombre d'étudiants qui abandonnent leurs études durant la période scolaire. En général, le pourcentage de désertions est très élevé. Sur 39.456 élèves inscrits, 14.446 ont abandonné, c'est-à-dire 37 p.c. En conséquence, l'année commence avec une moyenne de 41,2 élèves par classe et termine avec 26,2. (Magazine "Ercilla", Santiago, 17 mars 1976).

LES ENFANTS ABANDONNENT L'ECOLE POUR SE CONSACRER A UNE NOUVELLE PROFESSION

"Une nouvelle profession a attiré l'attention des habitants de Santiago. Il s'agit des "cireurs" de chaussures qui travaillent dans les autobus. Ce sont généralement des enfants qui effectuent ce travail, frottant les souliers des passagers avec un sale chiffon. Personne n'échappe à ce service; ils travaillent à genoux, pour que les passagers ne se rendent pas compte du travail exécuté et pour pouvoir échapper à la vigilance de la police. Le profit est bon mais les souliers apparaissent plus sales qu'auparavant". (Journal "La Segunda", Santiago, 6 mai 1976). (NDLR: L'humour de la dernière phrase du journaliste exprime le climat de sensibilité humaine et sociale qui règne dans le pays).

C. RELATIONS INTERNATIONALES

C.1 ORGANISMES INTERNATIONAUX

L'ASSEMBLEE DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS (O.E.A.) A SANTIAGO, CAPITALE DU CRIME POLITIQUE

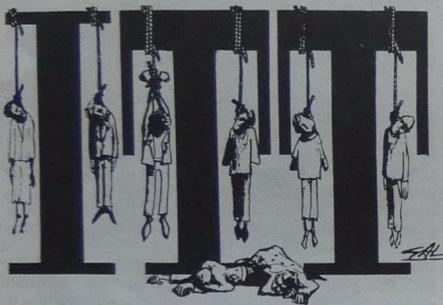
UNE CAMPAGNE DE "PUBLIC RELATIONS" MENEÉE PAR SON SECRETAIRE GENERAL

Interviewé par le journal "The Miami Herald" le 12 novembre 1975, Alejandro Orfila, Secrétaire Général de l'OEA, affirma que son travail consisterait en une campagne publicitaire efficace pour "vendre au public américain l'idée de l'OEA". A Santiago, lieu prévu pour la sixième Assemblée de l'OEA, le chef du régime, le général Augusto Pinochet, et son ministre des affaires étrangères, l'amiral Carvajal, parmi d'autres, fêtèrent et furent fêtés par Orfila, qui se félicita de "la préoccupation gouvernementale" manifestée pour l'organisation de ladite assemblée et se dit impressionné par le travail des tribunaux chiliens qualifiant de "positive" et d'"optimiste" sa vision du Chili. Interrogé par les journalistes sur les droits humains au Chili, M. Orfila affirme qu'il n'avait pas traité ce sujet avec les personnes rencontrées. Par contre, des dépêches de presse témoignent qu'un groupe de femmes, parentes des prisonniers politiques, essayèrent, sans succès, de parler à M. Orfila lors de sa visite au Cardinal R. Silva. Elles ne purent que lui transmettre une lettre. Aux questions des journalistes, M. Orfila répondit qu'il n'avait pas la lettre. Enfin, à part "quelques ajustements mineurs", le Secrétaire Général de l'OEA estima que tout va bien au Chili.

"La situation des droits humains est catastrophique et continuera à l'être tant que les Etats-Unis poursuivront leur aide à la junte" déclarent les parlementaires George Miller (Californie), Tom Harkin (Iowa) et Toby Moffet (Connecticut) qui séjourneront au Chili à la même date environ que M. Orfila. Ils devaient déterminer les effets de l'aide fabuleuse fournie par les Etats-Unis à la junte.

"Avec la plus grande sincérité et conviction qu'on puisse imaginer, ajoutèrent-ils, nous arrivons à la conclusion que la junte gouverne par la terreur et que Pinochet a fait une arme politique de nos aliments envoyés au Chili".

Au sujet des critiques à l'égard de l'OEA, M. Orfila dit qu'il regretta ces opinions en les qualifiant de "partiales".



L'ordre des généraux, dessin de GAL, repris par "Chili: Un livre Noir", publié à Cologne, R.F.A. et par Uniboek, Deurne, Belgique.

POURQUOI L'ASSEMBLEE DE L'OEA A SANTIAGO?

La réalisation de l'Assemblée de l'OEA à Santiago, où règne un gouvernement de terreur selon les trois parlementaires des Etats-Unis cités ci-avant, ne peut signifier qu'une tentative de réintégrer le régime fasciste de Pinochet au sein de la communauté internationale.

Le parlementaire des Etats-Unis George Miller dit, après son voyage au Chili, que si M. Kissinger assistait à la réunion, il cautionnerait, par sa seule présence, la brutalité du régime de Pinochet.

(Magazine "Prisma del Meridiano 80", La Havane, mai 1976). Pendant une période, dans les milieux officiels de Washington, on pensa que la question des droits de l'homme au Chili serait la question dominante de la conférence de l'OEA. On en est moins sûr aujourd'hui. Il est probable, pense-t-on, que beaucoup de délégués s'abstiendront de critiquer la junte chilienne, par courtoisie pour le pays qui reçoit...

(Journal "Dimanche-Pressé", Bruxelles, 6 juin 1976).

"Selon les milieux du Département d'Etat, la position des Etats-Unis à la conférence de Santiago, concernant les droits de l'homme, pourrait porter davantage sur la situation en Amérique Latine dans son ensemble, plutôt que de s'intéresser uniquement au Chili".

(Journal "Dimanche-Pressé", Bruxelles, 6 juin 1976).

D'ailleurs, le "pense-t-on" cité dans l'avant-dernier paragraphe précédent était déjà prévu dans les calculs des fascistes de Santiago:

"... en général, on suppose que l'Assemblée de l'OEA se déroulera dans une ambiance plus favorable au Chili que celle d'autres réunions internationales".

(Magazine "Qué Pasa", Santiago, mai 1976).

L'ambiance sera évidemment "plus favorable" que dans d'autres assemblées internationales où il n'est pas toujours possible de rallier tout le monde au point de vue des USA et de ses protégés:

"La Commission Sociale du Conseil Economique et Social des Nations-Unies vota aujourd'hui une résolution qui exhorte, encore une fois, les autorités chiliennes à rétablir "les droits humains fondamentaux et les libertés de base" dans leur pays.

(Agences Prensa Latina et Reuter, Nations-Unies, 8 mai 1976). Tout ceci a amené le ministre mexicain des affaires étrangères, qui ne participe pas à l'Assemblée de Santiago, à dire que "La réalisation de l'Assemblée de l'OEA au Chili montre l'absence de préoccupations de l'OEA pour les intérêts latino-américains". "C'est la même chose, ajouta-t-il que si l'Organisation de l'Unité Africaine se réunissait en Afrique du Sud pour condamner l'"apartheid".

(Programme "Ecoute Chili", Radio Moscou, 26 mai 1976).

"Comment est-il possible de se réunir à Santiago, quand la propre Commission Inter-américaine des Droits de l'Homme de l'OEA a élaboré, après une visite au Chili, un rapport condamnant les violations des droits humains au Chili?"

"Comment est-il possible de se réunir au Chili quand il y a 7.000 prisonniers politiques, dont 12 p.c. sont des femmes et 4 p.c. des jeunes de moins de 14 ans? Et ceci d'après les données officielles de la junte!"

"Comment est-il possible de se réunir au Chili quand il y a 2.000 personnes disparues et quand chaque foyer est exposé aux perquisitions de la DINA, qui peut arriver et arrêter père, mère et fils, sans que par la suite on ait la moindre trace d'eux?"

"Mais, par dessus le "diktat" des USA, qui prétend soutenir Pinochet, l'OEA devra écouter la clameur de tous les peuples qui exigent la fin du fascisme au Chili!"

(Déclarations de la députée chilienne Gladys Marín au programme "Ecoute Chili", Radio Moscou, 25 avril 1976).

PROTESTATIONS DE LA C.I.S.L. CONTRE L'ASSEMBLEE DE L'O.E.A. AU CHILI

La Confédération Internationale des Syndicats Libres a protesté contre la tenue de la sixième Conférence générale de l'OEA au Chili. Dans une lettre adressée au Secrétaire général de l'OEA, le Secrétaire général de la C.I.S.L., Otto Kersten, rappelle que le mouvement syndical libre n'a cessé de dénoncer la junte militaire qui a fait tomber le gouvernement légitime du Président Allende. Attirant l'attention sur les violations systématiques et brutales des droits humains qui sont devenues une caractéristique de la vie au Chili, Kersten cite la déclaration qui a été adoptée sur le Chili par le 11ème Congrès mondial de la CISL, en octobre 1975. La déclaration demande l'isolement total de la junte fasciste et insiste pour qu'"aucune organisation internationale, aucun gouvernement, aucune organisation non-gouvernementale ne donne le moindre appui ou la moindre facilité au régime chilien tant que les droits démocratiques ne seront pas intégralement respectés".

(Bulletin de la C.I.S.L., mai 1976).

CNUCED IV, NAIROBI: LE DELEGUE IMPOSTEUR DUT CEDER LA PLACE

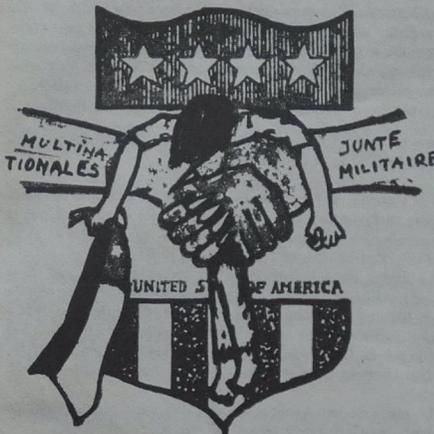
L'ancien ministre des affaires étrangères du président Allende, M. Clodomiro Almeida, président de la CNUCED III tenue à Santiago en 1972, fut ovationné par plus de 4.000 délégués assistant à la CNUCED IV, à Nairobi, avant d'intervenir en tant que représentant du Conseil Mondial pour la Paix.

La séance fut ouverte par le délégué de la junte chilienne, en tant que délégué du pays qui fut le siège de la CNUCED III, ce qui provoqua les protestations des délégués du Mexique et de Cuba. Ce fait ajouté aux applaudissements que reçut l'intervention de M. Almeida, obligèrent le délégué de Pinochet à quitter la salle.

(Programme "Ecoute Chili", Radio Moscou, 6 mai 1976).

Le fait plus important de la 3ème Conférence Internationale de Théâtre, tenue à Caracas, fut la condamnation unanime de la répression exercée par les régimes du Chili, de l'Uruguay et du Brésil. On souligna aussi la participation fructueuse des Mouvements de théâtre en exil du Chili et de l'Uruguay ainsi que celle des artistes de Puerto-Rico, pays qui réclame son indépendance à l'égard des Etats-Unis.

(Agence "Prensa Latina", Caracas, 29 avril 1976).



Dessin de "CEAL-Informations", Bruxelles.

C.2 RELATIONS INTERNATIONALES

LES RELATIONS INTERNATIONALES DE LA JUNTE: UNE SINISTRE FARCE QUI NE TROMPE AUCUN DEMOCRATE

La junte de Pinochet est en train de recevoir chaque jour un appui de plus en plus ouvert de la part de ceux qui l'engendrent: le grand capital impérialiste et ses services spéciaux. Née de la terreur et soutenue par elle, la junte, à défaut d'un autre gestionnaire qui serait plus rassurant pour les intérêts des monopoles multinationaux et nationaux, est en train de bénéficier de "l'opération de maquillage" la plus sinistre dont a été témoin l'humanité contemporaine: pour présenter Pinochet sur le devant de la scène, ils tâchent que l'on ne regarde pas ses mains baignées du sang du peuple et que, si on les regarde, on ne les voie pas...

Et les personnages de la farce commencent à défilé: Bordaberry, le dictateur de l'Uruguay, donne à Pinochet un certificat de "démocrate" et le drapeau de l'Ordre "Protecteur des Peuples Libres"; le secrétaire d'Etat au Trésor, Mr William Simon, fait une visite au chef de la junte et, pour mettre un point final à la fête, M. Kissinger participe à l'Assemblée Générale de l'Organisation des Etats Américains (OEA) tenue, comme par hasard, dans la capitale de la terreur et de la misère...

Bien entendu cette farce tourne le dos à la vie réelle: la lutte contre la terreur et la misère s'étend chaque jour à de nouveaux secteurs de la société chilienne et la solidarité internationale avec la résistance ne cesse de s'amplifier. Face à cette sinistre farce, l'humanité redouble d'efforts concrets en faveur du peuple chilien car cette lutte est plus que jamais celle de tous les démocrates et progressistes...

("Résumé de la Presse Chilienne", Paris, 17 mai 1976).

Bruxelles. Le directeur du département Amérique Latine de la CEE, M. Denis Blin, estima, lors d'une interview accordée à la T.V. colombienne, qu'"une certaine solidarité que quelques pays de l'Amérique Latine extériorisent envers le régime militaire du Chili, entrave le fonctionnement normal des relations entre la CEE et l'Amérique Latine". Il ajouta que "la CEE ne peut traiter avec des gouvernements anti-démocratiques, car cela irait contre l'esprit même des principes de la CEE".

Il déclara que "dans ses négociations, la CEE, en conformité avec le mandat du Parlement Européen, favorisera et accueillera les demandes des pays latino-américains qui maintiennent une démocratie représentative. Il fit l'éloge du Venezuela et de la Colombie, seuls pays sudaméricains, selon lui, disposant de gouvernements constitués légalement, suite à des élections libres". M. Blin qualifia le régime de Pinochet de "fasciste" et dit que "d'autres gouvernements sudaméricains ne représentent pas non plus la conception démocratique". "Je peux vous dire que nous, à la CEE, nous ne sommes solidaires qu'avec les régimes démocratiques", conclut ce haut fonctionnaire de la CEE.

L'ASSEMBLEE EUROPEENNE ET LA COMMISSION CON- DAMNANT LA VIOLATION DES DROITS FONDAMEN- TAUX AU CHILI

Strasbourg. L'Assemblée européenne et la Commission ont condamné à Strasbourg "les violations persistantes des libertés et des droits fondamentaux des citoyens chiliens".

Evoquant uniquement à l'origine "les menaces pesant sur M. Corvalan et d'autres prisonniers politiques chiliens", la résolution "proteste une nouvelle fois contre toutes les méthodes de torture et les peines inhumaines appliquées dans ce pays". Elle invite les gouvernements des Neufs à prendre toutes les mesures susceptibles d'aider le Chili à retrouver la voie de la démocratie et de la liberté. Cette résolution a obtenu l'appui de la Commission,

("Le Monde", Paris, 15 mai 1976).

ET L'IMPERIALISME... BIEN, MERCI

Dans le contexte de la campagne de l'impérialisme pour tâcher de "légitimer" la junte fasciste de Pinochet, le Bulletin du Sénat des Etats-Unis, vient de publier un rapport dans lequel on affirme - maintenant - que Washington n'est pas intervenu dans le coup militaire du 11 septembre 1973 ni dans l'assassinat du président Allende. Avec un cynisme sans pareil, ils en arrivent à dire que ni la C.I.A. ni aucun organisme des Etats-Unis n'a participé au renversement sanglant de la démocratie chilienne.

Le journal "El Mercurio" de Santiago (27 et 28 avril 1976) informa que "les autorités de la junte considéraient ce rapport comme une des meilleures nouvelles pour le Chili depuis le coup d'Etat".

ET MONSIEUR PINOCHET...

Il n'en pouvait pas être autrement après les déclarations de Pinochet lors de sa visite à son "collègue" uruguayen au mois d'avril dernier, quand il manifesta: "Les Etats-Unis ont eu de la peine à déraciner le communisme du Chili. Ils n'ont pas tiré un coup. Ceci ne fut pas le Vietnam, ils n'ont pas un seul mort. Malgré cela, regardez quel a été leur traitement envers nous et cela, grâce à l'infiltration qu'ils ont dans leur pays. Au lieu de nous appuyer complètement, ils nous font la fine bouche". (U.P.I., Montevideo, 20 avril 1976 et Bulletin Informatif de La Havane No 89, mai 1976).

ET LA CYNIQUE CONFESSION DE L'ANCIEN PATRON DE LA C.I.A.

(De l'interview faite par la journaliste italienne Oriana Fallaci à

William Colby, ex-patron de la C.I.A., publiée dans l'hebdomadaire "Téléoustique", Bruxelles, mai 1976).

La junte peut se réjouir de cacher au peuple chilien des aveux tels que:

Colby: "La CIA n'a pas participé au renversement d'Allende en 1973... à l'exception de 6 semaines en 1970".

O. F.: "bien sûr... en novembre 1970, quand Nixon a téléphoné à Richard Helms (patron de la CIA en 1970, NDLR) et lui a donné l'ordre d'organiser un coup d'Etat pour renverser Allende, qui venait de remporter les élections".

C. "Ca n'a duré que six semaines. Et nous n'avons pas réussi".

O. F.: "Vraiment? dites-moi, qui a financé les grèves qui ont fini par faire tomber le gouvernement d'Allende?"

C. "Bon... nous avons donné un peu d'argent... un tout petit peu d'argent". "La commission sénatoriale (commission Church) n'a trouvé aucune preuve contre nous, sauf en 1970 (... et qu'a fait l'angélique CIA après? NDLR).

O. F.: "Parlez-moi du meurtre du général Schneider" (Commandant en chef de l'Armée et garant de la correction du processus électoral présidentiel, assassiné le 22 octobre 1970, NDLR).

C. "La CIA a été très peu mêlée à l'assassinat du général Schneider. Très peu..."

ET TOUT CECI DECOULE EN UNE DEFINITION DE LA C.I.A. SUR LA "PROTECTION" DE LA DEMOCRATIE OCCIDENTALE... "C'était notre DROIT de soutenir l'opposition à Allende, aussi bien que c'est NOTRE DROIT d'aider en Europe ceux qui s'opposent à l'expansion du communisme. La C.I.A., je le répète, fait cela depuis trente ans et elle le fait bien... ET L'ITALIE EST UN BON EXEMPLE".

(La Commission du Sénat des Etats-Unis, présidée par le sénateur Church, enquêta durant les années 1975 et 1976 sur les activités de la C.I.A. lors de l'élection du président Allende, jusqu'à son assassinat. NDLR).

**LIBERTA PER IL CILE
FREIHEIT FÜR CHILE
FREEDOM FOR CHILE
LIBERTE POUR LE CHILI
LIBERTAD PARA EL CHILE
СВОБОДА ЧИЛИ
LIBERTA PER IL CILE
FREIHEIT FÜR CHILE
FREEDOM FOR CHILE
LIBERTE POUR LE CHILI
LIBERTAD PARA EL CHILE**

(Affiche publiée en Italie).

C.3 SOLIDARITE INTERNATIONALE

LE PEN-CLUB INTERNATIONAL EXCLUT LE PEN-CLUB DU CHILI

Le Pen-Club du Chili fut exclu de l'organisation internationale d'écrivains Pen-Club International, lors d'une réunion tenue à La Haye. La proposition d'exclusion fut présentée par les filiales des USA, RFA, Pays-Bas, Hongrie et RDA, "attendu qu'au Chili ont été assassinés plusieurs auteurs et que d'autres restent toujours en prison sans être jugés". La proposition fut approuvée par 24 voix pour 1 voix contre et 4 abstentions. La résolution souligne que le Pen-Club du Chili n'a pas voulu aider les écrivains victimes du régime fasciste et qu'il nie même les persécutions. Le délégué officiel de l'organisation chilienne,

Jorge I. Hubner, déclara que "au Chili, aucun auteur n'a été emprisonné du fait de ses idées politiques; il est possible, ajouta-t-il, que quelques écrivains chiliens se trouvent en prison à cause de leurs activités subversives". (Journal "El Mercurio", Santiago)

LES BATEAUX DE LA JUNTE NE SONT PAS LES BIENVENUS

Les étudiants et travailleurs du port de Yokohama (Japon) ont manifesté contre la visite du bateau chilien "Ancud". La manifestation fut organisée par le syndicat des ouvriers du port (7.000 membres) et par le Comité Japonais de Solidarité avec le Chili. Vue la vigilance constante des ouvriers portuaires, lesquels empêchèrent toute opération avec le bateau, les autorités maritimes de Yokohama décidèrent de retirer l'autorisation octroyée au bateau chilien pour mouiller dans ce port. (Programme "Ecoute Chili", Radio Moscou, 8 mai 1976).

RIEN AVEC LA JUNTE CHILIENNE... MEME PAS AVEC SES FOOTBALLEURS AMATEURS

Les autorités de Neu-Isenburg (RFA, petite ville près de l'aéroport de Frankfurt) organisèrent un tournoi de football avec la participation d'équipes représentant des lignes aériennes et les divers départements de l'aéroport de Frankfurt.

Le consul chilien demanda d'être inclus dans l'équipe de la ligne chilienne LAN. L'équipe du personnel du Département de Sécurité de l'aéroport de Frankfurt refusa de jouer face à une équipe incluant un représentant des fascistes du Chili. Les équipes de Lufthansa et d'autres compagnies firent de même. Ceci contraignit les organisateurs à éliminer l'équipe de LAN-Chile.

Le maire de Neu-Isenburg faisait partie de la première équipe allant faire face à celle de LAN-Chile.

(Programme "Ecoute Chili", Radio Moscou, 5 mai 1976).



("Chile Newsletter", California, Etats-Unis).

LES ELEVES DE LA R.D.A. SE SOLIDARISENT AVEC LE CHILI

Des élèves de Zeuthen (Berlin, RDA) ont versé 5.000 marks au compte de la solidarité avec le Chili. A Goerlitz (Dresde, RDA), des enfants et des jeunes ont envoyé 5.000 cartes postales au dictateur Pinochet, protestant contre la terreur qui sévit au Chili. ("Bulletin Informatif de La Havane").

SOLIDARITE AVEC EDGARDO ENRIQUEZ

L'arrestation en Argentine, le 10 avril, du dirigeant du M.I.R. Edgardo Enriquez et son extradition au Chili le 27 avril, a provoqué dans le monde entier une vive émotion et un large mouvement de solidarité. Edgardo Enriquez avait été chargé par son parti d'organiser le travail de solidarité à l'étranger et

se trouvait en Europe depuis le début de l'année 1974. Il avait pu ainsi participer à de nombreux meetings de soutien à la Résistance et prendre contact personnellement avec des dirigeants progressistes européens. Olof Palme, Premier Ministre de Suède, Willy Brandt, Secrétaire Général du S.P.D. Allemand, Bruno Kreisky, Président de la République Autrichienne, ont intercédé personnellement auprès du Général Videla, Président d'Argentine. L'Angleterre et le Danemark ont manifesté leur décision d'accueillir dans leur pays Edgardo Enriquez, si celui-ci était libéré. M. Kurt Waldheim s'adressa directement au général Videla, manifestant son inquiétude au sujet de la situation du dirigeant chilien.

Au Mexique, l'écrivain colombien Garcia Marquez, l'évêque de Cuernavaca, Sergio Mendez, le dirigeant du PC chilien, Volodia Teitelboim et l'ex-chancelier Clodomiro Almeyda manifestèrent également leur préoccupation sur le sort d'Edgardo Enriquez. Au Vénézuéla, 30 spécialistes participant à un séminaire sur la crise du capitalisme en Amérique Latine ont adressé un télégramme commun à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, à l'OEA et au Cardinal Raul Silva Henriquez.

SOLIDARITE AVEC LA JEUNESSE CHILIENNE

Une "Commission Internationale d'Aide à la Jeunesse chilienne" c'est constituée à Paris sous la présidence de l'avocat Me Jules Borker.

La commission réunit des personnalités des mouvements de jeunesse d'Italie, Hongrie, Belgique, Suisse, Algérie, Autriche, Tchécoslovaquie et URSS, ainsi que des parlementaires de Mexique, Grèce et Vénézuéla.

(Agence "Belga", Agence France Presse, Paris).

D. INFORMATIONS BELGO-CHILIENNES

D.1 RELATIONS BELGO-CHILIENNES

LE CHILI A LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS

Lors de la séance du 8 juin 76 eut lieu un débat sur le Chili à la Chambre des Députés. Nous transcrivons une partie du dialogue qui se déroula entre Mme Irène Pétry, Député du Parti Socialiste Belge, et M. Van Elslande, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement:

Mme Pétry: "Je voudrais ajouter un mot au sujet de la Conférence des Etats d'Amérique qui se tient à Santiago du Chili.

"La C.E.E. a un bureau à Santiago. Ne faudrait-il pas choisir pour siège un pays qui respecte les droits de l'homme?"

"Je vous demande de réserver les cent cinquante visas que vous accordiez à des prisonniers chiliens, à ces seuls prisonniers, sans y englober leurs familles.

"L'Ambassadeur Nuño est parti, mais aucun autre ambassadeur n'a présenté ses lettres de créance au Roi. J'ai entendu dire que vous iriez en chercher un autre, qui n'est pas meilleur. Ce serait le seul ambassadeur qui n'ait pas été démis par la Junte.

"Cela nous paraît éminemment suspect. Nous aurions dû, depuis longtemps, adopter l'attitude des démocrates chrétiens italiens: établir des relations diplomatiques à un autre niveau que celui des Ambassades, tant que le Chili ne sera pas redevenu une démocratie.

Pour ma part, il m'est indifférent, de savoir si le consul belge à Santiago parle français ou flamand, mais il me peine qu'il soit représentant de la firme Bekaert.

"A propos du nouvel ambassadeur chilien à Bruxelles, j'espère que vous ne favoriserez pas des vacances pour nommer quelqu'un qui n'aurait pas notre assentiment. Je demande d'ailleurs que l'on consulte la Chambre à ce sujet".

M. Van Elslande: "On a posé une question au sujet de l'ambassadeur du Chili. Le nouvel ambassadeur, M. Marambio, est depuis 1937 diplomate de carrière. En 1966, il était ambassadeur au Japon. En 1971, il a été nommé en Inde par le Prési-

dent Allende. Il vient maintenant à Bruxelles".

Mme Pétry: "C'est déjà fait monsieur le ministre?"

M. Van Elslande, ministre des affaires étrangères et de la coopération au développement: "Oui".

Mme Pétry: "Donc vous n'avez tenu aucun compte de l'opinion de nombreux membres de cette Chambre qui estiment que les relations diplomatiques avec le Chili devraient se situer à un autre niveau tant que ce pays ne respecte pas les droits de l'homme.

Ainsi, c'est donc déjà fait! Vous l'avez nommé!"

M. Van Elslande: "Je ne l'ai pas désigné, j'ai donné l'agrément.

Mme Pétry: "J'en prends acte.

M. Van Elslande: "L'accueil des réfugiés chiliens fait actuellement l'objet de négociations".

("Compte rendu analytique" -Chambre des Représentants.

Séance du 8 juin 1976).

D.2 SOLIDARITE BELGO-CHILIENNE

PAS DE BELGIQUE A SANTIAGO!

Ayant appris que l'Organisation des Etats Américains (O.E.A.) envisageait de tenir son Assemblée générale à Santiago et inviter la Belgique en tant qu'observateur, le Rassemblement Liégeois pour la Paix a envoyé une lettre à M. Tindemans lui demandant de décliner l'invitation en faisant connaître les motifs de ce refus. Motifs que le R.L.P. explicite comme suit:

"Il nous paraît, en effet, inconcevable que notre pays qui vient, il y a peu encore, de s'associer à la condamnation du régime du gouvernement Pinochet, accepte de siéger avec les représentants de ce gouvernement dans la capitale même d'un pays qui foule aux pieds les droits de l'homme et fait constamment fi des décisions de l'O.N.U. qui réclame le rétablissement

CABERNET
1974

VIN ROUGE DE TABLE
R. C. Brux. 8831 CHILI 0,68 l.

Qui boira de ce vin là,
boira le sang des chiliens...
("La Wallonie", Liège, juin 1976).

IMPORTE PAR



des droits démocratiques au Chili".

Le Bureau de R.L.P., qui associe des représentants de la Fédération Générale des Travailleurs de Belgique, de la Confédération des Syndicats Chrétiens, du Parti Socialiste Belge, du Parti Communiste Belge, de la Démocratie Chrétienne, des Equipes Populaires, du Front de l'Indépendance, du Mouvement des Chrétiens pour la Paix, et de l'U.B.D.P., signe collectivement cette missive parfaitement opportune.
(Journal "La Wallonie", 7 mai 1976).

APPEL DU CEAL

L'Organisation des Etats Américains tient actuellement à Santiago du Chili, son assemblée générale. Parmi les thèmes abordés: "Les droits de l'homme en Amérique Latine"! Le Comité Belge Europe-Amérique Latine organise une campagne de protestations contre cette opération de relations publiques de la junte fasciste.
(*"Le Drapeau Rouge"*, Charleroi, 9 juin 1976).



Autocolant "Solidarité avec le Chili"
(Distribué en Norvège).

F. COURRIER DES LECTEURS

Nous avons reçu de nombreuses lettres d'encouragement, certaines nous faisant des suggestions pour améliorer la présentation et le contenu de notre Bulletin. Nous en avons tenu compte dans la mesure du possible et nous faisons des efforts pour continuer à interpréter nos lecteurs. Nous les remercions sincèrement car ceci nous montre que nous sommes sur le bon chemin. Nous espérons que d'autres lecteurs nous enverront également leurs avis. Parmi les lettres reçues nous en détachons quelques unes:

Du Chanoine Raymond GOOR, Aumônier d'action Apostolique et sociale, Prix Lénine de la Paix, Charleroi.

"... je me réjouis vivement de cette publication... et vous en félicite chaleureusement. L'initiative est déjà par elle-même féconde et le contenu très dense... peut-être un peu trop car l'impression est en petits caractères... ceci est compensé par la richesse et la variété des informations. Je forme des vœux fervents pour la continuation de cette oeuvre dont les objectifs sont bien définis dans l'éditorial. Je souhaite que les milieux visés soient accueillants et réceptifs. Pour ma part je vire aujourd'hui sur le C.C.P. indiqué le montant de l'abonnement, avec le désir que beaucoup ne transigent pas d'avantage et fassent de même, montrant leur sympathie et leur soutien effectif; car la solidarité doit être contagieuse et permettre la plus large diffusion. Il n'est pas commode d'éveiller l'opinion publique et beaucoup moins encore de la maintenir en état de mobilisation. C'est pourquoi un moyen comme celui que vous avez entrepris de mettre en oeuvre doit être encouragé, utilisé et appuyé.

"Bien des informations ont retenu mon attention et me serviront à entretenir la sollicitude constante de la population belge pour votre peuple. C'est même au-delà des limites étroites de notre petit pays que je compte me servir des "Communiqués"..."

DE OAKLAND, CALIFORNIA, USA

"Chers camarades: Nous avons eu un grand plaisir à connaître que notre lutte et celle des opprimés dans le monde, n'a pas de frontières.

Signé: Daniel Modett, pour Resistance Publications

DU CANADA

"Chers camarades: Nous avons reçu votre excellent bulletin..."

Signé: Suzanne Chartrand,
pour le Comité de Solidarité Quebec-Chili

DE ROME, ITALIE

"... Je me permets de vous féliciter pour tout l'effort que facilement on peut avvertir derrière cette publication, je suis sûr qu'elle progressera chaque jour".

Signé: Luis Guastavino, député,
représentant le P.C. chilien à Chile-Démocratico,
organisme de coordination
de la gauche chilienne à l'extérieur. Rome.

DE LA R.F.A.

"J'ai reçu les deux numéros du bulletin que je trouve très bon".

Signé: Le responsable du P.S. chilien en RFA

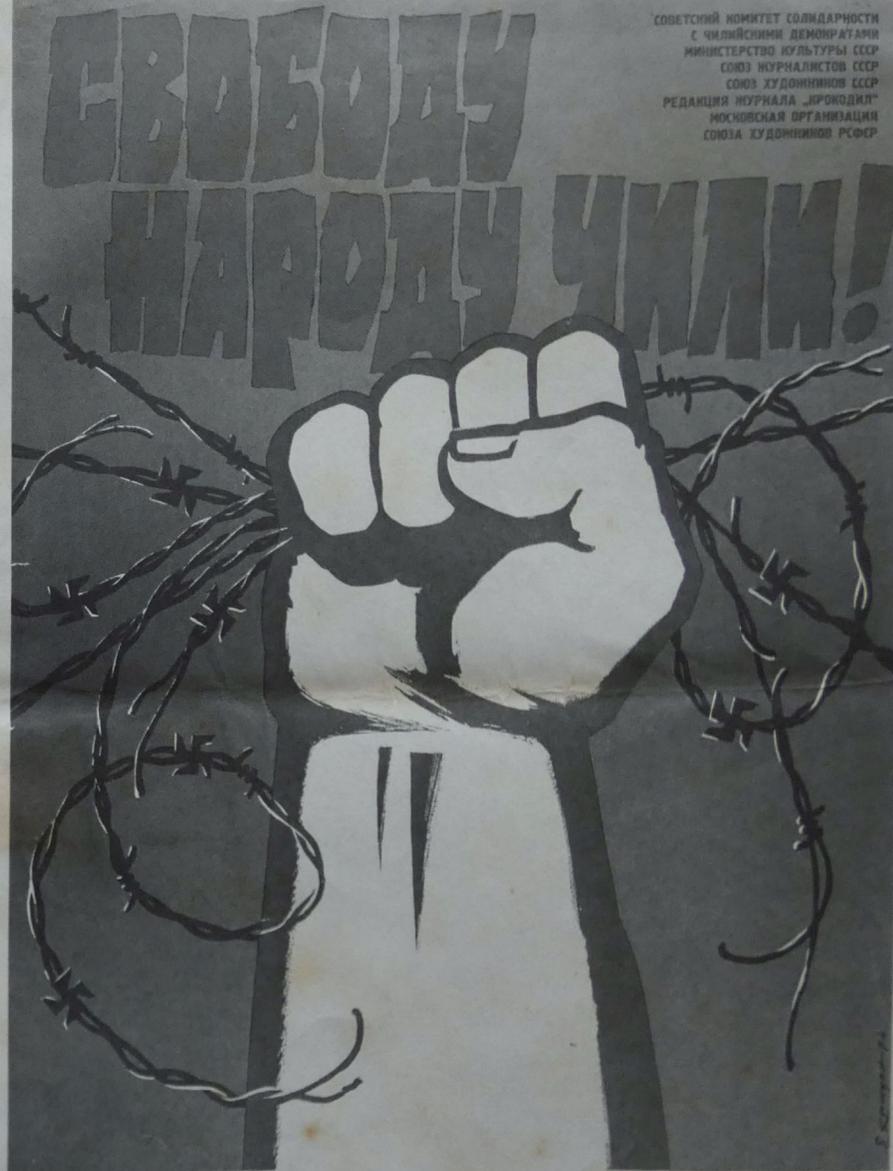
DE OXFORD, GRANDE-BRETAGNE

DE L'ANCIEN RECTEUR DE L'UNIVERSITE DE CONCEPCION, CHILI, ET EX-MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE DU GOUVERNEMENT DU PRESIDENT ALLENDE;
"... J'ai reçu le No 2 du bulletin "Communiqués du Chili en Lutte". Mes félicitations. Il est magnifique".

Signé: Edgardo Enriquez F.



AVIS: NOTRE BULLETIN NE PARAITRA PAS PENDANT LES MOIS DE JUIN ET DE JUILLET POUR DES RAISONS TECHNIQUES D'IMPRESION.



ВЫСТАВКА сатирического рисунка и плаката

ВЫСТАВКА ОТКРЫТА С 26 АПРЕЛЯ 1974, В ВЫСТАВОЧНОМ ЗАЛЕ СОЮЗА ХУДОЖНИКОВ СССР - УЛТОРЬКОГО, 25

Liberté pour le peuple chilien!
(Affiche publiée en U.R.S.S.).

Si vous voulez aider la Résistance Chilienne de l'intérieur ou soutenir notre Bulletin:

ABONNEZ-VOUS

Abonnement ordinaire
Prix annuel (10 numéros au minimum)
250 francs belges (au moins)

Abonnement de soutien
500 francs belges minimum

à verser au C.C.P. 29210/N1067 M.L.
Banque UCL S.A. Luxembourg
17, Boulevard Royal à Luxembourg (Grand-Duché)
ou
C.C.P. 000-0810653-24
du Comité de Coordination Solidarité Chili
à 4000 Liège

Avec la mention "Abonnement aux Communiqués du Chili en lutte"

Périodique réalisé avec le concours matériel et technique des Régionales liégeoises des syndicats F.G.T.B. et C.S.C. et du Rassemblement Liégeois pour la Paix.

EXPEDITEUR:
"COMMUNIQUEES DU CHILI EN LUTTE"
Bulletin mensuel
Boîte postale no 88
4000 LIEGE 1 - BELGIQUE

